Communistes pour une autre orientation du Parti Communiste Français !

-- Textes du 33eme congrès du PCF - Contributions --

Contributions

Contribution au 33ème congres (site PCF)

Une réponse policière à une question sociale n’augure rien de bon.

Frédéric DUTOIT

communistes

mercredi 23 novembre 2005

Frédéric DUTOIT

Député des BdR, Maire d arrondissements

La loi relative à l état d urgence jette une nouvelle fois de l huile sur le feu. Elle stigmatise les quartiers populaires et leurs habitants, elle peut même enfouir des rancœurs. Elle fait ressurgir de sombres heures de l histoire coloniale de la France. Elle dit aux citoyens des quartiers populaires qu ils ne sont pas tout à fait comme les autres Français, qu ils n ont plus les mêmes droits. Elle traite ces quartiers comme des quartiers de seconde zone. Elle désigne les immigrés comme des boucs émissaires et stigmatise leurs enfants.

C est une crise de la société française, une crise de cet ultralibéralisme que le gouvernement nous impose dont il s agit. Une crise qui fait plus de ravages là où il y a déjà plus de pauvreté. Cette crise ne peut plus s accommoder d une politique de rustines. Il y a urgence à sortir des logiques de ghettoïsation, à investir durablement dans l avenir. La crise de la société, exacerbée par celle des quartiers populaires, implique, pour en sortir, de rompre avec les politiques qui ont échoué hier, qui échouent aujourd hui, qui échoueront demain si l on ne créé pas les conditions d une véritable alternative.

L urgence, c est d assurer les moyens d existence à tout citoyen. C est de rehausser confortablement le pouvoir d achat des ménages pour relancer la consommation et la création d emplois. L urgence, c est de réinvestir dans l Education nationale. L urgence, c est de rétablir à la hausse les subventions aux associations qui œuvrent sans relâche dans les banlieues, dans les cités. L urgence, c est d installer de nouveaux services publics de proximité dans les quartiers populaires. L urgence, c est d écouter la société, lui redonner confiance. C est d adresser des messages de respect à ces familles qui souffrent, c est de redonner du sens à l action publique.

Les femmes et les hommes qui vivent sur notre territoire réclament le calme, la fin de toutes les discriminations, aspirent à une vie meilleure, une vie moins inhumaine, plus juste.

Alors face à la crise qui s exprime par ces violences, il faut débattre d une vraie alternative à une politique qui paupérise les familles défavorisées pour enrichir les familles les plus fortunées. Il faut débattre du meilleurs moyen d y parvenir au plus vite. Il y a urgence. N est-ce pas là l enjeu du débat à gauche aujourd hui ...